



Isabelle Chappuis
Conseillère nationale (VD), Le Centre
Directrice du Swiss Center for Augmented Intelligence

Formation professionnelle 2030

Source de stabilité et de croissance dans un monde confronté à l'incertitude

Le monde dans lequel nous vivons semble presque irréel lorsqu'il est confronté aux prévisions du passé. Internet, les smartphones, le GPS, et désormais l'IA (bientôt générale ?) sont autant d'innovations dont l'impact a été largement sous-estimé à leur apparition. Demain, nous pourrions voir émerger des mondes virtuels immersifs où la frontière entre le réel et le numérique disparaît, ou encore des interfaces cerveau-machine permettant de télécharger des connaissances directement dans l'esprit humain. Parallèlement, des événements comme la pandémie, les crises énergétiques ou les bouleversements climatiques illustrent des scénarios non linéaires qui mettent à l'épreuve notre capacité d'anticipation.

Historiquement, la formation professionnelle répondait aux besoins d'une économie stable et prévisible. Aujourd'hui, face à l'accélération des mutations technologiques et sociales, elle doit se réinventer pour anticiper l'imprévisible, en tenant compte de la loi d'Amara, qui nous rappelle que nous surestimons souvent l'impact des technologies à court terme tout en sous-estimant leurs effets à long terme.

Formation professionnelle 2030 : comment préparer les individus à un futur radicalement différent tout en stabilisant la société ?

Les compétences n'ont de valeur que dans le contexte où elles sont utilisées. Penser celles de demain exige donc d'imaginer les environnements futurs où elles seront mobilisées. Or, anticiper uniquement des évolutions prévisibles comme le réchauffement climatique ou la numérisation ne suffit pas : il faut envisager des scénarios réellement disruptifs.

L'éducation, souvent lente à évoluer, doit aujourd'hui rattraper l'accélération des

technologies et des transformations du travail. Il ne s'agit plus seulement de « mettre à jour » nos cursus, mais de les « mettre à demain ». Cela nécessite une compétence essentielle : imaginer des futurs aussi improbables que disruptifs, car « le futur n'est pas une simple projection linéaire du présent ».

A quoi servira la formation professionnelle de demain ?

Historiquement, la formation professionnelle avait deux objectifs principaux : fournir des compétences spécifiques pour une économie structurée, typique de l'ère industrielle, et assurer la stabilité sociale en maintenant les individus dans des cadres fixes socio-culturels et économiques, afin d'éviter des revendications sociales et des bouleversements majeurs.

Aujourd'hui, si elle a toujours la dure mission de servir l'économie en développant les « talents » nécessaires, elle est désormais devenue un vecteur d'émancipation et d'ascension sociale, comme le prouve les multiples passerelles désormais disponibles.

Demain, son rôle évoluera encore. Née avec l'industrialisation et la division du travail, la formation professionnelle a permis aux individus de se spécialiser pour répondre aux besoins d'une économie structurée, où l'industrie nécessitait une main-d'œuvre qualifiée et homogène. Aujourd'hui encore, l'économie repose sur des talents précis pour maintenir son efficacité et sa compétitivité. Cependant, avec l'arrivée de l'IA et l'accélération de l'évolution des technologies, former des jeunes spécifiquement pour des métiers bientôt obsolètes serait irresponsable. Si l'économie requiert certes des spécialistes, elle dépendra de plus en plus d'individus polyvalents, capables de s'adapter et de collaborer

avec les machines. La stabilité sociale de demain résidera dans l'équilibre, non plus seulement entre classes sociales, mais entre humains et technologies, reflétant une nouvelle interdépendance au cœur de notre société. L'apprenti ou l'employé ne doit pas être perçu comme une simple ressource pour l'économie à un temps T, mais comme une partie intégrante de la société, dont l'économie constitue le tissu. L'humain et ses compétences forment l'infrastructure indispensable d'une société qui prospère grâce à – et non pas uniquement pour – l'économie.

Alors quelle réponse politique aux défis présents et à venir ?

Nous avons déjà vécu des révolutions industrielles.

La **première révolution industrielle** (machine à vapeur) n'a été accompagnée d'aucune mesure spécifique, et l'absence de mesures politiques engendra 70 ans de marasme, illustré par la révolte des Luddites.

Au cours de la **deuxième révolution industrielle**, les leçons tirées des bouleversements antérieurs ont conduit à des réformes politiques majeures. La création de l'assurance chômage a offert une sécurité financière aux travailleurs confrontés à des pertes d'emploi, tandis que le développement de la formation professionnelle a permis l'acquisition de compétences adaptées aux nouvelles exigences industrielles. Par ailleurs, l'établissement d'un contrat social a facilité la coordination entre l'État, les entreprises et les travailleurs, assurant une coordination harmonieuse du marché du travail.

Aujourd'hui, en pleine **troisième révolution industrielle**, caractérisée entre autre par l'intelligence artificielle, nous pouvons nous inspirer de ces expériences passées pour accompagner la transition actuelle.

La mise en place d'une "**assurance compétences**" est une piste, car le principal risque n'est plus le chômage passager, mais l'obsolescence durable des compétences. L'instauration d'une « **formation continue obligatoire** »,

avec des mécanismes tels que la péremption des diplômes et des programmes de réorientation professionnelle, garantirait une adaptation constante des travailleurs aux évolutions technologiques.

Enfin, un "**contrat social 2.0**" devrait être élaboré, redéfinissant les rôles de l'État, des individus et des entreprises. Ce nouveau pacte viserait non seulement à coordonner le présent, mais surtout à anticiper l'avenir. La création d'un « **Centre national de prospective des compétences** », permettrait d'identifier et de façonner les métiers de demain, non pas en silos, mais de manière globale, assurant ainsi une main-d'œuvre compétitive et surtout résiliente face aux défis à venir.

Les compétences transversales comme clé de résilience

Dans un monde en constante mutation, des compétences émergentes comme l'agilité cognitive, la collaboration homme-machine et la transmission intergénérationnelle deviennent essentielles. Elles répondent à la nécessité de naviguer dans des environnements de plus en plus complexes et imprévisibles, tout en valorisant les synergies entre générations et technologies.

L'agilité cognitive permet d'apprendre, désapprendre et réapprendre pour s'adapter aux changements rapides. La collaboration homme-machine, essentielle dans un univers technologique avancé, ne se contente pas de maximiser l'efficacité : elle nous permet de transcender nos limites perçues, élargissant ainsi le champ des possibles. Enfin, la transmission intergénérationnelle favorise un équilibre précieux entre l'expérience des aînés et l'innovation des jeunes, renforçant ainsi la cohésion et l'adaptabilité de la société.

Il ne s'agit plus seulement de former pour répondre aux besoins actuels, mais de transformer chaque apprenti en architecte de son avenir et de notre société.

« Notre intérêt économique bien compris n'est pas de pousser davantage nos jeunes gens dans le courant des professions libérales déjà très encombrées et d'augmenter la légion de ceux que les ambitions et les sacrifices de leurs parents, souvent bien mal inspirés, arrachent à l'agriculture, à l'industrie, aux métiers lucratifs de nos villes et de nos villages [...] »

Notre intérêt économique nous commande de nous préoccuper avant tout du recrutement de cette armée de travailleurs. »
(Robert Comtesse, CE / CF, 1890)
